



« L'INTERÊT GÉNÉRAL DOIT DEVENIR LA PRIORITÉ. »



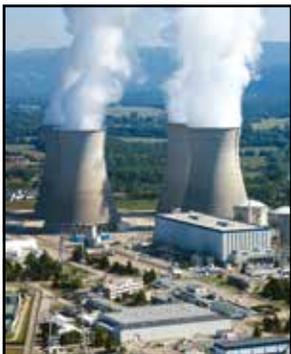
# RE-ACTEUR(S)

LA FILIÈRE NUCLÉAIRE ET LA FRANCE p2

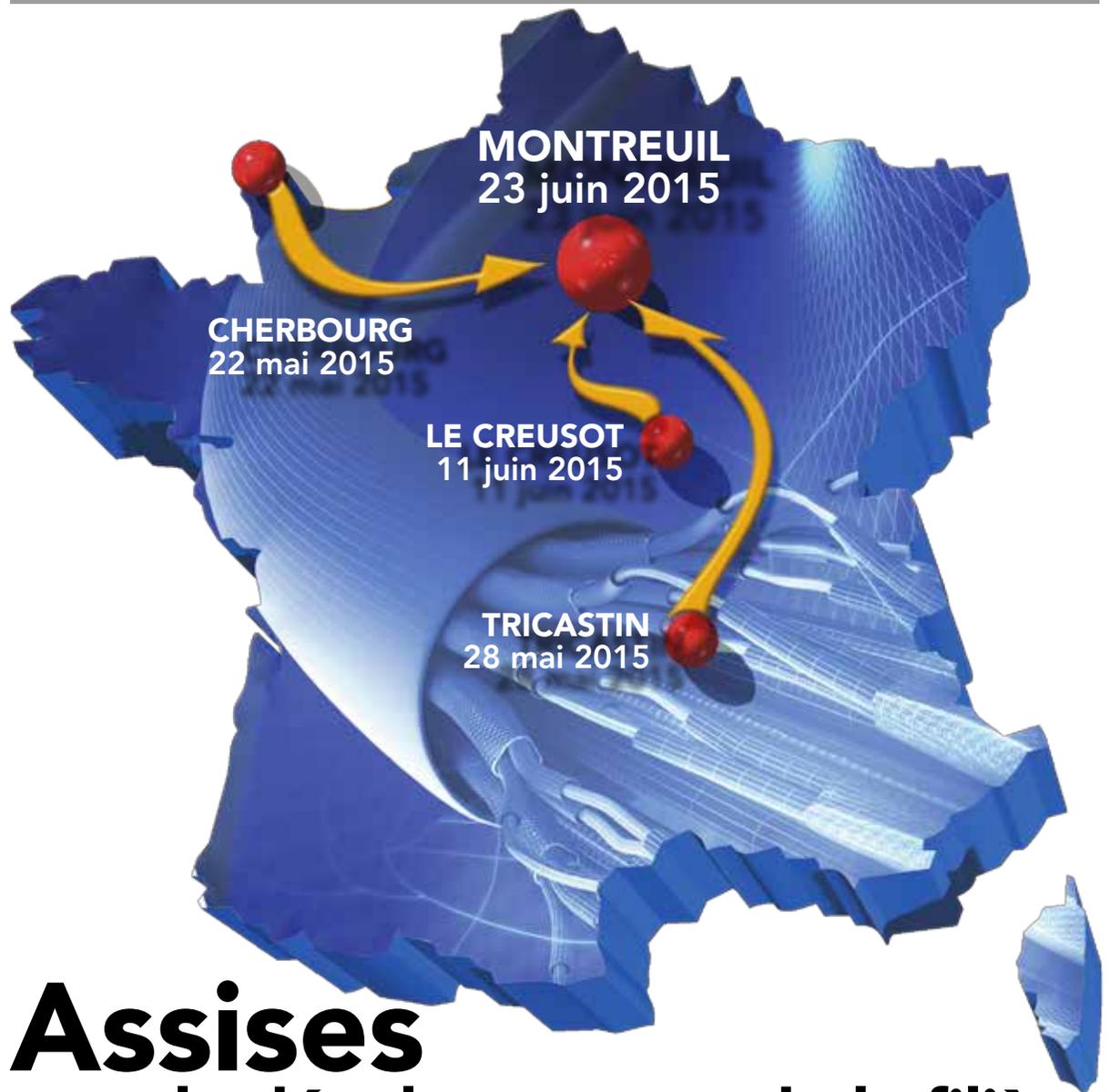
LA FILIÈRE INDUSTRIELLE DU NUCLÉAIRE, CA CONCERNE QUI ? LE MÉDICAL, LA MÉTALLURGIE, LE MILITAIRE, LA CONSTRUCTION, L'ÉNERGIE...



RÉAGIR, MAINTENANT! p5



VALORISER LE CEA p7



## Assises

pour le développement de la filière industrielle du nucléaire  
Mardi 23 juin 2015 à Montreuil

CONTACTS : [www.fnme-cgt.fr](http://www.fnme-cgt.fr) • [www.ftm-cgt.fr](http://www.ftm-cgt.fr) • [www.construction.cgt.fr](http://www.construction.cgt.fr)



# LA CGT A CHOISI D'ORGANISER CES ASSISES DE LA FILIÈRE NUCLÉAIRE, UNE FILIÈRE QU'IL EST TEMPS DE SE RÉAPPROPRIER.

# La filière nucléo

## UNE LONGUE HISTOIRE

Une histoire émaillée de découvertes fondamentales, de progrès techniques et médicaux mais aussi de peurs, de calculs politiques et de convoitises. Des époux Curie et d'Henri Becquerel jusqu'au projet ITER, les salariés de la filière nucléaire l'auront hissée à un niveau d'excellence unique au monde, dans tous les aspects de la vie quotidienne.

- CAR LE NUCLÉAIRE, CE NE SONT PAS SEULEMENT LES CENTRALES
- OU LES USINES DU CYCLE DU COMBUSTIBLE. LE NUCLÉAIRE, C'EST ENCORE LE MILITAIRE
- MAIS C'EST SURTOUT LA RECHERCHE — FONDAMENTALE ET APPLIQUÉE —
- LA MÉDECINE ET CE QU'ELLE APORTE AUX PATIENTS ET AUX FAMILLES CONFRONTÉES À LA MALADIE.

Au même titre que l'aéronautique, autre filière d'excellence française, elle apporte de multiples

applications en science des matériaux. Face aux enjeux colossaux du réchauffement climatique, le nucléaire peut apporter la marge de manœuvre nécessaire à l'Humanité pour réduire les émissions de gaz à effet de serre. Porteuse de perspectives de progrès, la filière nucléaire se caractérise par de grandes exigences : sûreté, transparence et démocratie, conditions sociales sont autant de domaines dans lesquels « ceux qui font la filière », des chercheurs jusqu'aux forgerons en passant par les exploitants, ont un rôle fondamental à jouer. Pourtant, malgré ses atouts et son caractère stratégique pour notre pays, la filière nucléaire française est malade. Après quinze ans d'absence totale de stratégie industrielle, sur fond de calculs politiques, de guerre fratricide et de vision financière de court terme, elle est à la croisée des chemins.

Si elle veut survivre et contribuer au progrès social, elle doit répondre, entre autres choses, aux enjeux du renouvellement de ses outils industriels, des compétences des salariés, de son financement. Aujourd'hui, le constat est sans appel : l'idéologie qui s'est imposée dans les entreprises ces deux dernières décennies est mortifère, particulièrement dans des domaines où le temps long est la règle, où les impacts potentiels des activités sur le public sont élevés et où l'exigence de contrôle social est plus forte que jamais.

Parce que ce sont les salariés qui ont fait avant tout la filière, parce que c'est à partir du réel, c'est-à-dire de ce qu'ils vivent, que des réponses utiles aux défis auxquels nous faisons face pourront être trouvées, la CGT a choisi d'organiser ces assises de la filière nucléaire, une filière qu'il est temps de se réapproprier.

## QUAND ON VEUT TUER SON CHIEN...

Il suffit de prononcer le mot « nucléaire » dans une conversation pour générer une certaine réaction de crainte ou de rejet. Et si la mémoire populaire est très sélective, il est nettement plus facile de se souvenir des noms de Tchernobyl ou de Fukushima que du nom de l'inventeur du vaccin contre la rage ou celui du ministre qui a lancé les congés payés. Dans cette réaction, les médias ont une responsabilité déterminante. Et comme pour la mode printemps-été, il faut être « dans l'air du temps », l'air de la société post-industrielle où tout se construit ailleurs ne laissant en France que ce qu'il faut avoir pour être dans le coup. Tout ceci prêterait à sourire si derrière cette tendance ne se cachaient pas des projets funestes pour l'économie nationale. Car il s'agit de filière nucléaire et non de nucléaire, de milliers d'entreprises, de centaines de milliers d'emplois, de la stratégie industrielle de la France, du déshabillage du service public pour le livrer uniquement à des intérêts financiers. Alors, méfions-nous de ceux qui veulent tuer le nucléaire.

## LES FÉDÉRATIONS CGT DE L'ÉNERGIE, DE LA MÉTALLURGIE ET DE LA CONSTRUCTION ont pris l'initiative de tenir des assises nationales de la filière industrielle du nucléaire. Elles vont s'articuler autour de plusieurs rencontres : trois dans les territoires et une nationale à Montreuil.

Favoriser l'écoute, la réflexion, l'échange, l'élaboration et les décisions par le plus grand nombre est un défi pour la CGT. Ses assises seront un tremplin pour faire de cette filière un axe majeur pour la maîtrise et la reconquête industrielle. Cela passe par le développement des atouts existants et nécessite de construire des convergences revendicatives pour l'ensemble des salariés.

- LE 22 MAI : CHERBOURG - LE 28 MAI : TRICASTIN - LE 11 JUIN : LE CREUSOT
- LE 23 JUIN 2015 : LES ASSISES POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA FILIÈRE INDUSTRIELLE DU NUCLÉAIRE - MONTREUIL



# nergie et la France

## ÉTAT DES LIEUX

La filière est née dans les années 1970. Elle est issue d'une volonté politique de répondre aux besoins en énergie du pays et de la population avec l'objectif de réduire la dépendance énergétique.

**CETTE FILIÈRE RECONNUE DANS LE MONDE PAR SON HAUT NIVEAU DE COMPÉTENCE ET DE SAVOIR FAIRE TECHNOLOGIQUE, AVEC UN SECTEUR PUBLIC IMPORTANT, FAIT DE LA FRANCE, AUJOURD'HUI, UN DES RARES PAYS MAÎTRISANT LA TOTALITÉ DES ACTIVITÉS DU CYCLE DU COMBUSTIBLE NUCLÉAIRE**

(extraction, traitement, énergie, recherche, industrie, maintenance, restructuration, déconstruction). Constituée de grands groupes internationaux comme EDF, Areva, CEA, Alstom, associée à un réseau de fournisseurs et de PME, elle représente aujourd'hui 220 000 emplois très qualifiés et expérimentés.

Le maintien et le développement des collectifs de travail et des savoirs faire impose 110 000 embauches d'ici 2020 (sources CNI - rapport 2013). Or, l'annonce de la vente des activités Énergie d'Alstom à General Electric a montré que le gouvernement entend vouloir restructurer cette filière au nom de la compétitivité et du « conquérir l'exportation » au risque de n'être que sur des niches technologiques, plutôt que sur une logique de filière industrielle en lien avec les territoires. Le risque de démantèlement du groupe Areva, de restructuration dans

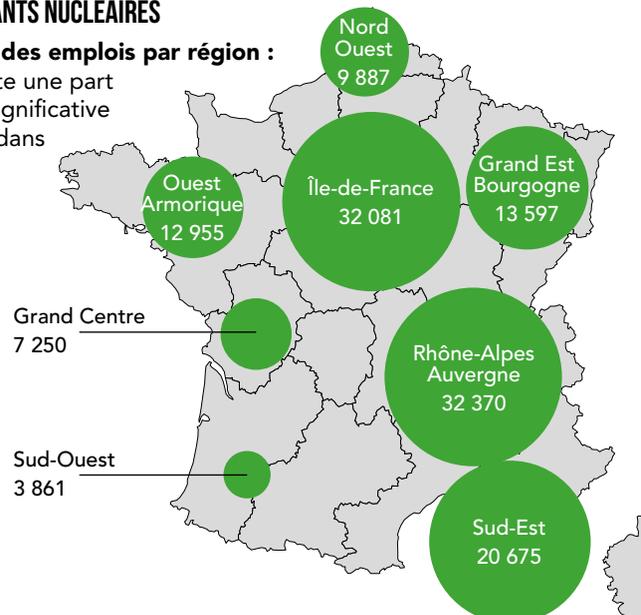
de nombreuses entreprises, parmi lesquelles EDF, nécessitent que les salariés se fassent entendre très vite et très fort en mettant en convergence leurs revendications respectives. La qualité de leur travail, le niveau de leurs compétences dans tous les métiers et entreprises sont des atouts que la CGT veut valoriser et sur lesquels elle entend s'appuyer pour construire un rapport de forces utile. La CGT a l'ambition que ces assises, associées aux différentes initiatives, permettent de gagner un véritable débat dans les entreprises, dans les territoires comme au niveau national. La CGT se donne comme objectif de relever les défis que sont les questions d'emplois, de formation,

du développement de nouveaux projets répondant aux enjeux environnementaux, sociaux et industriels. Les questions de la sûreté, du financement, de la définition des besoins futurs, de la démocratie, de droits nouveaux, d'un pôle public sont au cœur de ces assises. Il n'y a pas de fatalité au déclin économique et industriel de notre pays. La CGT propose l'organisation d'un Pôle Public financier qui, sans déresponsabiliser le secteur privé, soit un socle vertueux et social au service de la relance industrielle et de progrès par :

- le soutien au développement des PME et du tissu économique local,
- l'aide à l'innovation.

### UN EMPLOI CONCENTRÉ AUTOUR DES INSTALLATIONS HISTORIQUES DES EXPLOITANTS NUCLÉAIRES

**Répartition des emplois par région :** la filière porte une part par région significative de l'emploi dans sept régions françaises.



**La filière nucléaire française est une composante importante de l'industrie française, avec :**

- Près de 220 000 salariés, sur le périmètre étudié.
- Plus de 2 500 entreprises dans ce périmètre.
- Un chiffre d'affaires de plus de 46 milliards d'euros dans les activités nucléaires et une valeur ajoutée de près de 15 milliards d'euros.
- Un investissement en R & D qui la place au 4<sup>e</sup> rang des industries innovantes.
- Plus des 2/3 des entreprises qui exportent leur savoir-faire, avec une perspective de croissance.

*Source : Comité stratégique de la filière nucléaire, enquête sur la situation 2010, périmètre concerné : toutes les étapes contribuant au processus nucléaire, depuis la R & D (recherche et développement) et les études amont jusqu'au traitement des déchets, non inclus l'extraction minière, centrées sur la production de l'énergie nucléaire (donc excluant les activités connexes telles que surveillance, vente, transport...).*



# EN TANT QU'ACTIONNAIRE, L'ÉTAT EST RESPONSABLE DES PERTES D'EMPLOI ET DE SAVOIR-FAIRE.

# L'Etat actionnaire

## FAIRE PRESSION SUR LES COÛTS

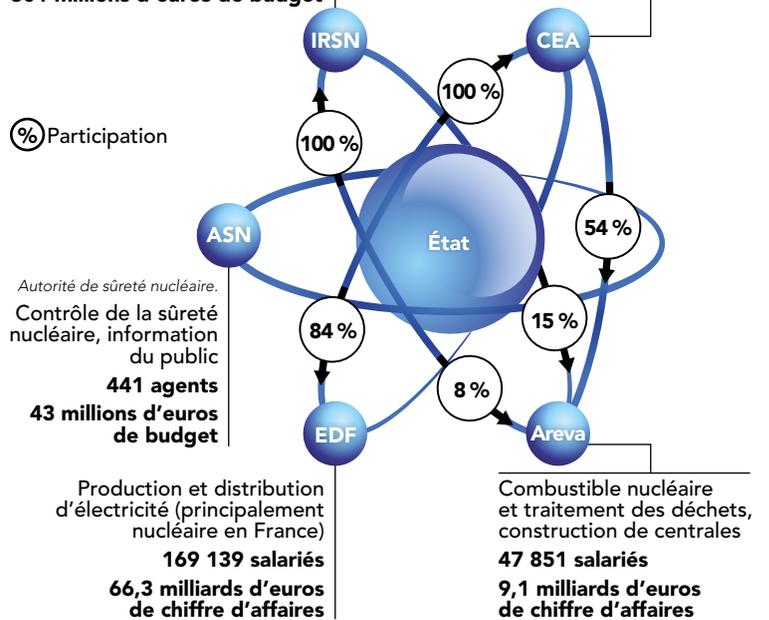
Il a fait le choix de faire payer les pertes aux citoyens alors que les profits vont aux actionnaires. Si les diverses alternances observées depuis 1981 n'ont jamais remis en cause le pseudo-consensus autour de la filière nucléaire, l'organisation du marché européen et de la concurrence ont obligé les deux derniers gouvernements à l'attaquer de plein front : en 2010 avec la loi Nome

(nouvelle organisation du marché de l'électricité) et maintenant avec la loi sur la transition énergétique. La stratégie est la même que ce qui s'est passé dans la chimie et la métallurgie : user les usines jusqu'à la corde, externaliser le nombre d'activités pour, au final, faire pression sur les coûts. Ce fleuron français, mondialement reconnu, est donc en danger.

## LA FILIÈRE NUCLÉAIRE FRANÇAISE

*Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire.*  
Recherche et expertise sur les risques nucléaires  
**1 786 salariés**  
**301 millions d'euros de budget**

Recherche nucléaire civile et militaire  
**15 718 salariés**  
**3,9 milliards d'euros de budget**



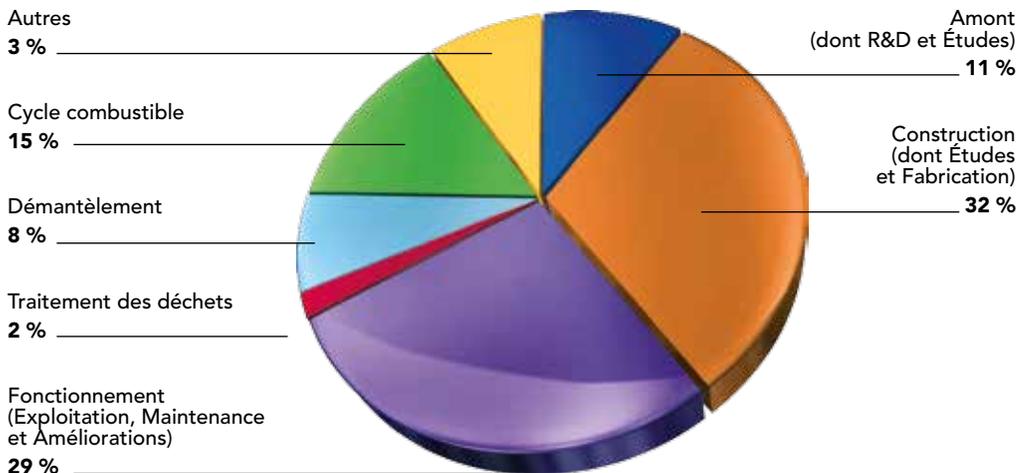
## L'HUMAIN FAIT FONCTIONNER LA FILIÈRE

D'ici 2020, la filière se fixe comme objectif de réaliser 110 000 recrutements pour subvenir à la nécessité de création d'emplois et de renouvellement des générations actuelles, par :

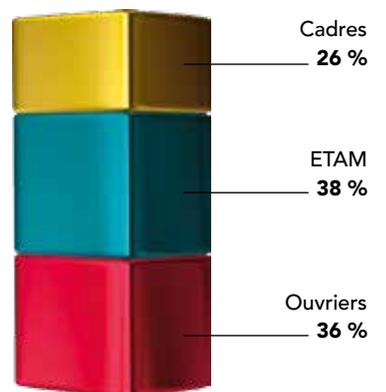
- Une action régionale pour rapprocher la carte des besoins de la filière Nucléaire de la carte des formations régionales et mise en place d'un vivier commun d'alternants.
- Les actions pour programmer les formations adaptées et renforcer l'attractivité des carrières dans la filière.

Source : rapport Conseil National de l'Industrie, 2013.

## RÉPARTITION DE L'EMPLOI SUR LES ACTIVITÉS DE LA CHAÎNE DE VALEUR DE LA FILIÈRE



## RÉPARTITION COMPARÉE CADRES / ETAM / OUVRIERS DANS LA FILIÈRE NUCLÉAIRE



# LA DÉSINDUSTRIALISATION DE LA FRANCE EST UNE MENACE BIEN PLUS GRANDE QUE LE NUCLÉAIRE ! LA FILIÈRE NUCLÉAIRE EST AU CŒUR DE L'ÉCONOMIE NATIONALE.

# Réagir, maintenant !

POUR RÉPONDRE AUX BESOINS SOCIAUX, ÉCONOMIQUES ET ENVIRONNEMENTAUX

## Parler de la filière nucléaire aujourd'hui est très complexe.

Nous nous heurtons régulièrement à deux grands courants d'opinions qui s'épaulent mutuellement. Celui qui fait peur, alimenté dans la conscience collective par les effets de Fukushima et de Tchernobyl et celui qui ne se voit pas, ne s'entend pas, se glisse de plateformes boursières en spéculations d'actionnaires qui veulent de l'argent rapide et en grande quantité.

## L'enjeu est grand.

Convaincre la population de ce qu'elle ne voit pas, ne connaît pas est un combat immense.

Le concept d'écologie est brassé aujourd'hui dans tous les sens. Basé sur une vision plus juste, plus humaine de la société, il transporte avec lui une forme de conception de la vie qu'il ne s'agit pas de rejeter. C'est une grande valeur humaniste.

Mais la taille n'est pas toujours un critère permettant de juger de l'impact écologique. Par exemple, le nucléaire, grand projet s'il en est, ne constitue pas une solution plus « lourde » que l'éolien, bien au contraire. Il faut 10 fois plus d'acier, de béton, de métaux rares pour produire de l'électricité avec l'éolien et pas moins de 4 500 éoliennes de 100 m

de haut pour produire l'équivalent d'un seul réacteur de 1 400 mWh. Si un tel parc existait d'un seul tenant, il faudrait une vue aérienne pour apprécier ce que cela représente vraiment.

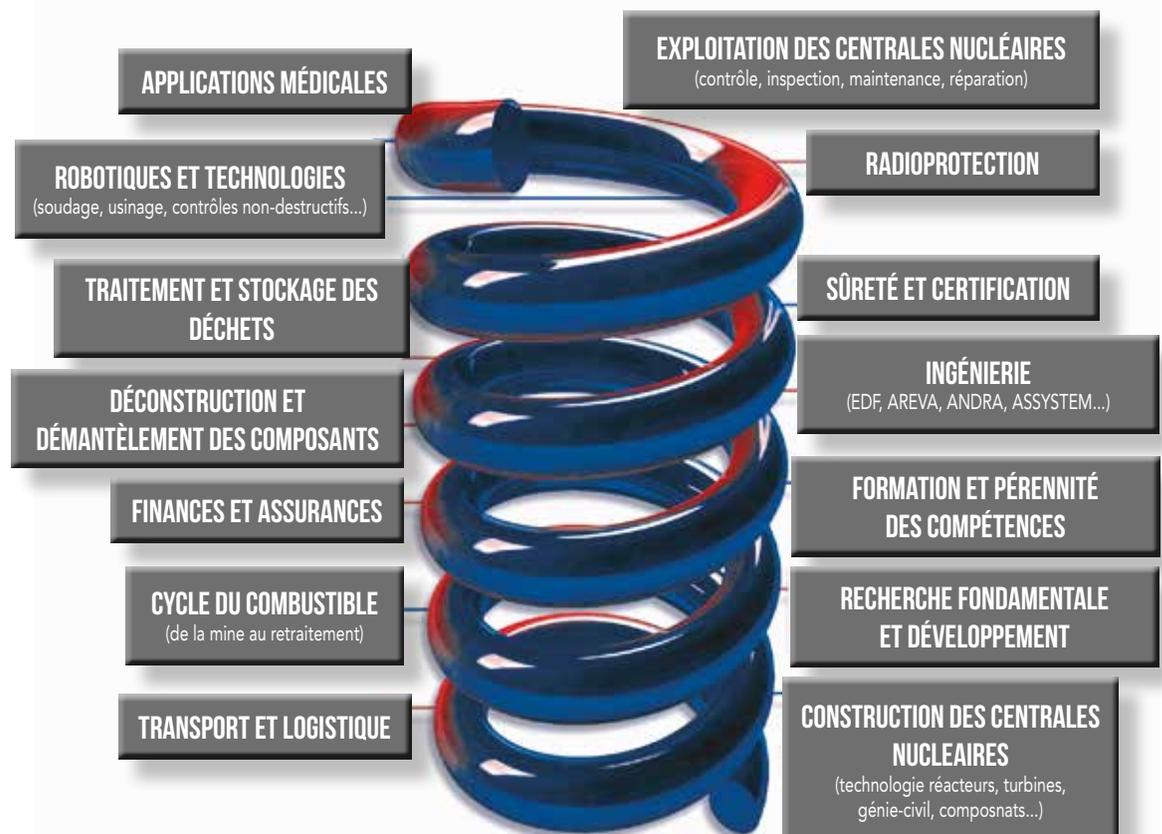
Autre exemple, celui de la décentralisation. Il est courant d'entendre que de petites unités de production éviteraient la multiplication

de lignes Haute Tension et rapprocheraient les lieux de production et de consommation.

C'est en fait complètement l'inverse : il faut 5 à 10 fois plus de fils électriques et autant de lignes, de pylônes pour relier tout le système et transporter l'électricité des productions diffuses et décentralisées (éolien, solaire).

LA FILIÈRE NUCLÉAIRE EST UN MAILLON D'UNE GRANDE CHAÎNE DE PRODUCTION INDUSTRIELLE QUI DOIT REPRENDRE AVEC LE SOUTIEN CENTRAL D'UN GRAND SERVICE PUBLIC D'ÉTAT.

Isoler le sujet est courir le risque immense de suppression de milliers d'emplois, la perte de l'indépendance nationale et le rêve écologique sera lors sans lendemain.





# L'EPR



## POUR LA CGT, LA DÉSORGANISATION DU TRAVAIL DES DIFFÉRENTS INTERVENANTS CONDUIT AUX DÉRIVES

Les chantiers de l'EPR en Finlande ou à Flamanville sont confrontés à des glissements de calendrier et des dérapages de budget. La sous-estimation certaine dès le départ et des délais et des coûts ne peut suffire à l'explication.

Celle-ci tient à de multiples facteurs. Des obstacles majeurs ont entravé gravement les premières réalisations de l'EPR.

Dans les années quatre-vingt-dix, le choix est fait de développer un réacteur de génération 3 de meilleur niveau technologique et prenant en compte le retour d'expérience des réacteurs en exploitation. La maîtrise complète de la filière est alors une réalité et une originalité du développement du nucléaire en France.

Le président de la République de l'époque, François Mitterrand décide d'associer Siemens pour construire l'Airbus du nucléaire.

**LA CGT AVAIT ALORS ALERTÉ SUR LES DIFFICULTÉS TECHNIQUES QUI RISQUAIENT D'EN DÉCOULER ET SUR LA COMPLEXIFICATION ENGENDRÉE PAR LES NOMBREUSES INTERFACES INDUITES.**

L'EPR devait permettre de préparer le renouvellement des réacteurs en exploitation en attente de mise au point d'un réacteur de génération 4. Parallèlement, l'arrêt du prototype Superphénix (génération 4) a entraîné



un retard sur la mise au point de ce modèle.

Le choix de l'EPR est fait dans un contexte où le moratoire de 15 ans de construction nucléaire a conduit à une perte de compétences dans les entreprises concernées directement, ainsi que dans tout le secteur industriel. La désindustrialisation de la France et la financiarisation du travail percutent de plein fouet le projet : incapacité à gérer les grands chantiers,

malfaçons chez le bétonneur, sous-traitance poussée à l'extrême avec des salariés aux droits au rabais donc précarisés. Les collectifs de travail sont perturbés, les informations ne passent plus des uns aux autres, ce qui rend plus difficile le contrôle du travail réalisé et ne permet pas d'accumuler la connaissance. Pourtant, les compétences des salariés de la filière sont maillées depuis le fabricant

d'ensemble (Areva) permettant de maîtriser la chaudière, jusqu'aux compétences et au retour d'expérience de l'exploitant (EDF) en passant par un organisme de recherche (CEA) ainsi que le réseau important de sous-traitants. Cet atout unique doit disposer des moyens de travailler pour les besoins du parc en exploitation et pour préparer l'avenir.

Enfin et ce n'est pas le moindre, Areva et EDF se livrent dans la période une guerre fratricide. Les calculs politiques, la politique de prise de dividendes de l'État sans tenir compte des besoins, la recherche immédiate de cash, et le recul constant dans le temps des décisions stratégiques importantes sur le plan énergétique et industriel mettent ainsi en danger la filière, et sa capacité à fournir un modèle adéquat pour le renouvellement du parc français.

Contrairement à ce qu'on peut entendre, le problème de désapprentissage dans la filière ne vient pas de la nature de la technique mais bien des choix politiques pris. Il suffirait de mobiliser tous les acteurs vers un projet commun d'intérêt général pour retrouver l'efficacité perdue en redonnant de la cohérence industrielle et de la motivation aux collectifs de travail reconstruits.

# Valoriser le CEA

NON AUX COUPES SÉVÈRES DANS SES BUDGETS



**LA LOI SUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE (TRE) INSISTE SUR LA NÉCESSITÉ DE DÉVELOPPER LA RECHERCHE ET FAVORISER L'INNOVATION DANS LE DOMAINE DE L'ÉNERGIE.**

Or, entre le discours et la réalité, il y a un gouffre !

En effet, tout le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche (ESR) est très malmené :

- Il est victime de la mise en place d'un paysage complexe faisant la part belle au dirigisme et aux financements sur projets à court terme qui développe considérablement la précarité et favorise la perte de compétences sur le long terme.
- Les budgets sont insuffisants. Dans son secteur public les budgets récurrents sont de plus en plus contraints et de plus en plus pilotés par l'aval. Dans son secteur privé, ils sont guidés majoritairement par le profit à court terme plutôt que par l'innovation débouchant sur l'instauration de filières industrielles.
- Les politiques de « transfert technologique » et d'incitation à investir dans la recherche pour les entreprises sont scandaleuses, inefficaces et dévoyées. Par exemple, entre 2006 et aujourd'hui le budget de dépenses de recherche des entreprises (DIRDE) a diminué en euros constants (inflation déduite)

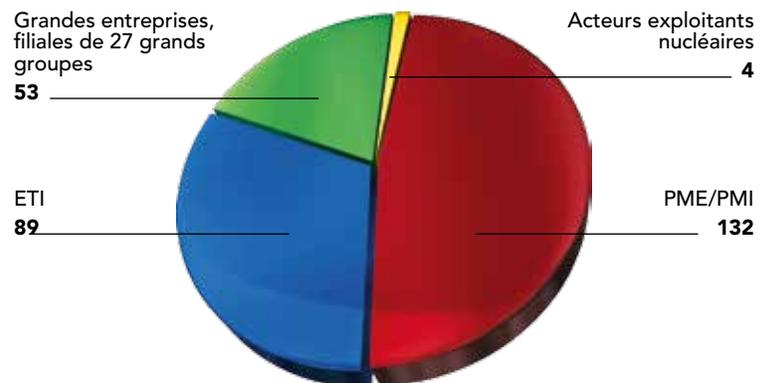
alors que le CIR (crédit d'impôt recherche) est passé de quelques centaines de millions à près de 6 milliards d'euros et que plus de 2 milliards d'euros ont été investis dans les pôles de compétitivités. Aujourd'hui les aides publiques aux entreprises sont en grande partie utilisées pour diminuer le « coût du travail » et développer la financiarisation plutôt que la recherche.

Plus que toute autre filière industrielle (santé, chimie, aéronautique, transports) et en raison même des risques et impacts potentiels sur les populations, l'industrie du nucléaire requiert de très nombreux développements et savoir-faire qui lui sont propres et qui ne peuvent être empruntés à d'autres secteurs industriels.

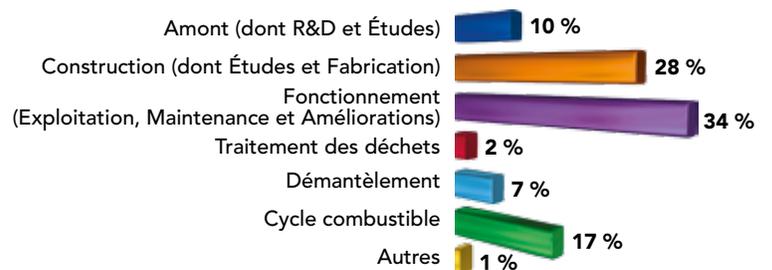
Cela pose la question du maintien d'un certain niveau d'activité pour garder la compétence, en particulier pour les PME qui vivent en fonction de leur carnet de commandes.

**ENFIN, IL N'Y A PAS DE FILIÈRE PERFORMANTE SANS QUE SOIT ASSURÉ UN DÉVELOPPEMENT AMBITIEUX DES COMPOSANTES DE LA RECHERCHE AFIN DE CRÉER LES CONDITIONS POUR QUE TOUTES LES OPTIONS DE PROGRÈS, DANS CE SECTEUR, RESTENT OUVERTES.**

## VENTILATION DES ENTREPRISES PAR TAILLE



## LEUR VALEUR AJOUTÉE EST PORTÉE À PLUS DE 50 % PAR LES ACTEURS EXPLOITANTS NUCLÉAIRES, ELLE SE RÉPARTIT SUR L'ENSEMBLE DE LA CHAÎNE DES ACTIVITÉS



# Les défis à relever...

## LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE ET LES RÉPONSES AUX BESOINS

### LE DÉVELOPPEMENT DES SOCIÉTÉS INDUSTRIELLES S'EST APPUYÉ SUR L'ÉNERGIE.

Deux milliards d'êtres humains sur la planète sont aujourd'hui privés d'électricité. La précarité énergétique en France touche maintenant 11 millions de personnes (observatoire national de la précarité énergétique). L'enjeu de l'accès à l'énergie est concomitant du développement humain et de progrès social. L'utilisation des énergies fossiles dans le monde amène la raréfaction des ressources à court terme avec son lot de conflits sur la planète, de migrations massives, de désastres en même temps que les émissions de gaz à effet de serre (GES) provoquent le réchauffement

climatique qui exacerbe encore ces phénomènes. L'équation n'est pas simple à résoudre : produire plus d'énergie au niveau mondial tout en diminuant par deux les émissions de gaz à effet de serre. Pour un pays développé comme la France, l'objectif est une diminution par quatre des émissions de GES à l'horizon 2050. Ce n'est pas une mince affaire. Le nucléaire a permis et permet à la France de ne pas dégrader le climat, tout en répondant à l'augmentation de la consommation due aux évolutions technologiques des dernières décennies tant dans l'industrie, les transports, que pour les usages domestiques.

**L'OCDE vient de publier son dernier rapport\* donnant aux gouvernements les feuilles de route pour limiter le réchauffement climatique à +2 °C en 2050. L'impact sur la puissance nucléaire installée dans**

**le monde est clair : il faut d'ici-là un doublement des capacités de production, pour passer de 396 GW à 930 GW de production d'électricité d'origine nucléaire.**

\* Usine Nouvelle du 13 octobre 2014.



Le surgénérateur Superphénix prépare la génération 4 de production d'électricité du futur en réglant en partie la problématique des déchets radioactifs. On a réussi à lui faire désintégrer... 10 milliards d'euros. Mais les majors du Bâtiment ne s'en sont pas plaint.

### ET LA RECHERCHE ?

Il faut développer le réacteur du futur de génération 4 qui permet de réduire et utiliser les déchets actuels comme élément de réponse aux enjeux environnementaux, sociaux et économiques. Le CEA confirme que deux à trois surgénérateurs pourraient être en service en 2050. Ces réacteurs permettent d'optimiser les ressources en uranium naturel et une gestion pérenne du plutonium. En effet, dans un réacteur de 2<sup>e</sup> ou de 3<sup>e</sup> génération (les réacteurs actuels, EPR compris) les combustibles sont élaborés à partir d'uranium naturel qui est enrichi. Avec les réacteurs de 4<sup>e</sup> génération, les stocks d'uranium (appauvri, de retraitement...) existant sur le sol français depuis l'avènement de la filière nucléaire, permettraient d'envisager une exploitation à l'échelle du millénaire.